



## Déclaration liminaire de la FSU au CTA du 14 mars 2022

M. Le Recteur, permettez-nous d'abord de vous souhaiter la bienvenue.

A quelques semaines des élections présidentielles et législatives, il est temps de faire un bilan des 5 dernières années. Et ce bilan est inquiétant, que ce soit pour le dialogue social, pour l'école publique et pour les conditions de travail des personnels.

Tous font les frais, dans notre académie comme ailleurs, d'une politique autoritaire qui a vidé les instances paritaires d'une large part de leurs prérogatives – dont celles sur la mobilité et les promotions des collègues – et abîmé le service public d'éducation. A force de suppression de postes, celui-ci n'est plus en mesure d'assurer toutes ses missions, même au prix de l'épuisement des personnels en place qui pallient autant que possible les manques. Nous ne citerons que deux éléments à l'appui de notre propos : les absences d'enseignant-es non remplacées, parfois pendant de longues semaines ou la grève récente dans les services de la DEC pour dénoncer, notamment, une charge de travail devenue insupportable.

Ce CTA est aussi l'illustration des conditions dégradées dans lesquelles se prépare cette rentrée. Rappelons qu'il se tient après un vote unanime contre sur la partie 2nd degré lors du CTA du 18 janvier. Nous regrettons également qu'il soit réuni après l'ouverture du mouvement intra - auquel il est pourtant largement consacré.

Nous sommes réuni-es pour examiner la question des postes. Si nous jugeons positive la création de 7 postes de CPE, nous constatons que ces postes sont insuffisants au regard des besoins des établissements et ne permettent pas de répondre à toutes les demandes, d'autant plus que certaines créations sont décidées en vertu de « priorités ministérielles » et non de l'outil d'aide à la décision. Quant aux postes enseignants, ils payent une fois encore un lourd tribut aux réformes, qu'il s'agisse de celle du lycée, du lycée professionnel et de l'entrée dans le métier. Le nombre plus faible de mesures de cartes scolaires ne masque pas la forte baisse de l'offre de postes et l'indigence même de cette offre dans certaines disciplines. Avec pour conséquences des situations difficiles pour les collègues dont le poste est supprimé ou qui se retrouvent en chaînage et la perspective d'accéder à un poste convoité dans un temps raisonnable qui s'éloigne.

Tout ceci participe, avec le gel du point d'indice, avec l'insuffisance des salaires, plus encore dans une période de hausses des prix, avec la perte de sens du métier, au manque d'attractivité de toutes nos professions qui peinent à recruter et même à garder leurs personnels. A cet égard, nous estimons important qu'un bilan annuel soit fait sur les demandes de rupture conventionnelle et de disponibilités ainsi que les démissions.

Et ce ne sont pas les annonces sur une possible suppression du CAPES ou le recrutement des enseignant-es par des chef-fes d'établissement et directeur-rices d'école qui régleront le problème. Plus encore quand nous remontent des tensions dans les relations avec la hiérarchie, dans un nombre croissant d'établissements ...

Pour la FSU, les concours sont garants de la qualité du service public et de son égal accès par l'ensemble des usagers, dans tous les territoires mais aussi de la protection des agents via un statut qui est le pendant des servitudes liées à l'exercice de leurs missions.

Les programmes libéraux ne sont pas les seuls qui menacent les services publics et l'école républicaine dans cette campagne électorale. Qu'il s'agisse de ceux qui prévoient des réductions massives d'impôts qui priveront les services publics, déjà fragilisés, des moyens leur permettant d'assurer toutes leurs missions. Ou de ceux qui annoncent des suppressions d'emplois et une précarisation accrue de nos métiers. Plus graves et dangereux encore sont ceux qui développent des rhétoriques xénophobes, des logiques de stigmatisation et d'exclusion d'une partie de la population en s'appuyant sur une vision réactionnaire et une réécriture mensongère de l'histoire.

A l'opposé, la FSU porte pour l'école, les services publics et leurs agent-es, un projet qui repose sur la solidarité, le sens de l'intérêt général, la défense des droits collectifs. Elle défend aussi des valeurs de solidarité et appelle, en ces temps où la guerre touche à nouveau le continent européen, à l'accueil digne de tous les réfugiés, qu'ils soient d'Ukraine ou d'autres pays, y compris dans les écoles où les dispositifs UPE2A doivent bénéficier de moyens suffisants.